Association nationale des écoles supérieures d'art

COMMUNIQUÉ
PARIS LE 6 NOVEMBRE 2026

“Faisons de la Jeunesse une grande cause nationale” : l’ANdÉA s’associe au manifeste de France Universités

Alors même que les mouvements lycéens, étudiants et sociaux continuent, l’**ANdÉA** - Association nationale des écoles supérieures d'art est pleinement en accord et s’associe au manifeste “Faisons de la jeunesse une grande cause nationale !“, signé par 80 président·es d'universités et directions d’établissements. Nous venons ainsi en rappeler ici l’existence et sa pertinence.

Ce manifeste souligne la crise majeure que traverse l'enseignement supérieur. Le texte alerte sur les tensions croissantes dans les campus, récemment marqués par des dégradations et des violences qui sont la conséquence de la détérioration continue et désormais abyssale des conditions d'études de la jeunesse et de la vie étudiante Cette situation est le résultat direct de plusieurs décennies de décisions politiques et de restrictions budgétaires qui conduisent aujourd’hui à l'asphyxie de notre système d’enseignement supérieur, à l’Université comme dans nos établissements de la filière Culture.

Ce constat est largement partagé dans nos écoles supérieures d’art et de design.

Pour pallier cette situation critique, **France Universités** appelle à des mesures immédiates chiffrées à hauteur de 1 milliard d’euros afin de restaurer cette mission de service public et de garantir véritablement l'égalité des chances pour la jeunesse. À **l’ANdÉA,** alors que se discute le Projet de loi de finances (PLF), nous réitérons notre demande de **16 millions d’euros pour les écoles supérieures d’art territoriales**, afin d’atteindre une égalité de fonctionnement entre toutes les écoles et d’envisager enfin une sortie de crise (financière, démocratique, humaine) ; mais aussi pour que les collectivités continuent à s’engager à nos côtés. En effet, les écoles territoriales ne parviennent plus à équilibrer leur budget et épuisent, une à une, leur fonds de roulement et leurs équipes, tandis que le statut des écoles nationales est fragilisé par le recours, systématique et imposé, à des postes de contractuel·les.

L’ANdÉA partage les grandes priorités de cette cause nationale qui incluent notamment la lutte contre la précarité étudiante (avec une augmentation des bourses), le soclage d’un financement (à hauteur de 500 millions d'euros supplémentaires pour soutenir les universités et de plusieurs dizaines de millions d’euros pour l’enseignement Culture). Enfin, à l’instar des universités, l’ANdÉA alerte et engage l’État comme les collectivités à planifier nationalement la rénovation des campus.